



Syndicat National des Médecins Hospitaliers Force Ouvrière

Fédération des personnels des
Services Publics et de Santé
FORCE OUVRIERE

SNMH FO,
153-155 rue de Bonne 75017 PARIS

snmhfo@fosps.com

juillet 2026



Numéro spécial Libération du Dr Hussam Abu Safiya

Sommaire

- p.1** : Présentation
- p.2** : Lettre ouverte au ministre des Affaires étrangères.
Communiqué SNMH FO
- p.3** : Compte-rendu de l'audience au Quai d'Orsay
- p.4** : Soutien du CICR

- p.5** : Courrier du Professeur Stéphane OUSTRIC, Président de l'Ordre.
- p.6** : Lettre de l'Association Syndicale Mondiale (AMM) à Benjamin Netanyahu
- p.7-8** : lu dans le dossier complet remis au ministère

Pourquoi ce numéro spécial consacré au combat pour la libération du Dr Hassam Abu Safiya ?

Nous considérons qu'au-delà de l'aspect humanitaire évident, le Dr Abu Safiya est un symbole de notre devoir de médecins. En toutes circonstances, et ici devant les effroyables conséquences du génocide du peuple palestinien, un médecin est là pour soigner ses malades, quels qu'ils soient, voire de les défendre.

C'est parce qu'il l'a fait que notre confrère est menacé de mort.

C'est inacceptable, le SNMH FO ne cessera de tout faire pour exiger sa libération.

Lettre ouverte au Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères

Paris Le 10/07/2026

Monsieur le Ministre des Affaires étrangères

Comme de nombreux élus et citoyens, nous sommes alarmés par la situation du Dr Abu Safiya, détenu illégalement en Israël.

Ce médecin palestinien de Gaza a été arrêté par l'armée israélienne le 27 décembre 2024 à l'hôpital Kamal Adwan, à l'issue de plusieurs semaines de siège militaire. De toute évidence, son seul crime a été de faire face à l'armée israélienne avec sa blouse blanche et son stéthoscope. .../...

Dr Cyrille Venet, Grenoble

Dr Patrick Pelloux, Paris

Dr Baptiste André, Marseille

Dr Souad Kout, Aulnay sous Bois

Dr Olivier Varnet, Paris

Dr Gérard Haddad, Paris

Dr Pierette Clozier, Paris

Dr Marie José Alliot, Lyon



Paris, le 20 juillet 2026,

SNMH-FO Syndicat National des Médecins Hospitaliers Force Ouvrière

Communiqué : sauver le Dr Hussam Abu Safiya

Depuis l'arrestation le 27 décembre 2024 du Dr Abu Safiya par l'Armée Israélienne, le SNMH-FO est engagé dans le combat pour sa libération.

Directeur de l'hôpital Kamal Adwan, principal hôpital du nord de la bande de Gaza, pédiatre reconnu pour sa valeur et son dévouement sans limite auprès de la population, des femmes et des enfants gazaouis, son seul 'crime' est sa volonté sans faille de rester fidèle au Serment d'Hippocrate et d'être rester auprès des patients pour les soigner.

Depuis 18 mois, il est maintenu dans les geôles israéliennes dans des conditions effroyables : manque d'eau, de nourriture, d'hygiène, de soins médicaux et régulièrement soumis à la torture.

Aucune charge factuelle n'a été formulée, **il n'a pas accès aux motifs d'incrimination et ses droits à la défense sont bafoués**, aucun procès ne s'est tenu.

Un mouvement international de soutien de la part de médecins, de soignants, de syndicats, de personnalités attachées aux libertés démocratiques et au droit international se développe. Le SNMH-FO a demandé à plusieurs reprises à être reçu au ministère des Affaires Étrangères. Ces demandes ont été soutenues par 19 parlementaires français, des médecins, des syndicats, des personnalités, le tout en lien avec les participants au meeting de Londres du 20 juin 2026 « Against the War ».

Le 15 juillet le SNMH FO a participé au rassemblement devant l'Hôpital Necker Enfants Malades.

Le 16 juillet le SNMH-FO a de nouveau sollicité une entrevue, appuyé par un rassemblement important devant le ministère. Il se félicite d'avoir reçu une **réponse favorable pour un rendez-vous en date du 24 juillet prochain** afin d'évoquer la situation du Dr Hussam Abu Safiya et l'urgence d'une intervention.

Lors de la dernière visite de ses avocats le Dr Hussam Abu Safiya a déclaré : *"Faites tout ce qui est possible pour me sortir de cet endroit, j'ai peur que cela soit la dernière fois qu'on se voit, je ne tiens plus"*.

Le SNMH-FO tient à remercier toutes celles et ceux qui ont répondu à ses appels en soutien à notre confrère palestinien et sollicite à nouveau leur présence devant le ministère des Affaires étrangères (éventuellement indiquer le lieu précis) afin d'obtenir qu'il agisse avec ses moyens pour sauver le Dr Hussam Abu Safiya dont la vie est en danger.

Il n'a jamais accepté d'abandonner ses malades comme cela lui avait été ordonné.

Il est désormais maintenu arbitrairement, en l'absence de tout jugement, en détention. Ses avocats et sa famille alertent : son état de santé se dégrade de jour en jour et il est désormais en danger de mort.

Ce pédiatre renommé et reconnu internationalement est l'un des nôtres.

Les autorités israéliennes de leur côté nient le risque mortel encouru par notre confrère.

Au nom des sentiments d'humanité qui devraient tous nous animer, nous pensons crucial de solliciter votre intervention.

Nous avons bien noté que le Quai d'Orsay apporté son soutien à l'exigence de libération du Dr Abu Safiya pour des raisons humanitaires.

Nous souhaitons connaître les moyens que vous envisagez d'employer pour agir en ce sens.

De toute urgence également, l'autorité qui est la vôtre pourrait permettre d'obtenir un droit de visite médical au bénéfice du Dr Abu Safiya, par des médecins indépendants.

Ce serait le minimum d'urgence. Nous avons déjà effectué un certain nombre de démarches auprès de vous comme auprès des autorités israéliennes, jusqu'ici restées sans réponse.

Le monde entier aujourd'hui se lève et se mobilise.

Au-delà même de la responsabilité attachée à votre charge ministérielle, il s'agit de la simple humanité : est-il possible de laisser mourir un médecin sous la torture ?

Pour notre part, bien entendu, c'est non.

Et nous ne cesserons pas de mener cette campagne. Le docteur Hussam Abu Safiya doit pouvoir être vu, examiné et soigné par des médecins indépendants ! Le docteur Abu Safiya doit être libéré !

C'est la raison pour laquelle nous vous demandons de nous recevoir en urgence.

A défaut de rendez-vous proposé de votre part, nous nous présenterons au ministère jeudi 16 juillet à 14h

Dans l'attente de votre réponse, nous vous prions de croire à l'expression de notre haute considération.

RASSEMBLEMENT

JEUDI 16 JUILLET À 14H

À PROXIMITÉ DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

POUR EXIGER D'ÊTRE REÇU EN URGENCE PAR JEAN-NOËL BARROT AFIN D'EXIGER :

LA LIBÉRATION DU DR HUSSAM ABU SAFIYA !

« INVALIDES »

À L'ANGLE DE LA RUE DE L'UNIVERSITÉ ET RUE DE CONSTANTINE



Compte rendu de l'audience du 24 juillet 2026 auprès du Ministère des Affaires étrangères à Paris.

Cette audience s'est tenue entre une délégation de médecins combattant pour la vie du Dr Hussam Abu Safiya, retenu en otage depuis le 27 décembre 2024 dans les geôles de l'État d'Israël et Mme la sous-directrice d'Égypte-Levant à la direction d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient au ministère de l'Europe et des affaires étrangères, désignée par M. Jean-Noël Barrot son ministre.

La délégation était composée des Drs **Jean-Louis Chabernaud**, pédiatre-réanimateur, praticien honoraire à l'APHP, mandaté par le Syndicat des Pédiatres Hospitaliers, **Gérard Haddad** psychiatre, écrivain, mandaté par l'UJFP (Union Juive Française pour la Paix), **Souad Kout** pédiatre néonatalogiste, médecin des Hôpitaux, et membre du Bureau national du SNMH FO (Syndicat national des médecins hospitaliers FO), **Imad Mahfouz**, hématologue au CH Bourges, mandaté par l'UFMICT CGT (Union Fédérale des Médecins et Cadres CGT), **Patrick Pelloux**, urgentiste à l'AP-HP, porte-parole de l'AMUF (Association des Médecins Urgentistes de France), **Olivier Varnet** neurologue à l'AP-HP secrétaire général de l'AMDDDM (Association Médicale de Défense de la Déontologie et des Droits des Malades), et **Cyrille Venet** médecin hospitalier, mandaté par le SNMH FO



La délégation était soutenue par un important rassemblement devant le ministère, près du Quai d'Orsay.

La délégation était également composée de **Mathilde Panot**, présidente du groupe parlementaire de la France Insoumise, et de **François Trinquet** du secrétaire de l'Union départementale FO 92, que nous remercions vivement pour leur soutien et leur engagement constant.



Medsolidar (Association médicale allemande qui soutient le personnel soignant à Gaza), Medico International (qui a reçu le prix Nobel de la paix en 1997), IPPNW (International Physicians for the Prevention of Nuclear War, qui a reçu le prix Nobel de la paix en 1985) appellent à manifester le 26 juillet à Berlin pour la libération du docteur Abu Safiya.

00:15

A l'échelle internationale un mouvement de solidarité pour la libération du Dr Hussam Abu Safiya s'est développé et s'amplifie. Il est désormais soutenu par les participants d'un grand meeting international contre la guerre tenu à Londres le 20 juin dernier et, en France, par une partie croissante des syndicats et du monde politique.



Il est difficile de résumer en peu de mots la puissance des interventions des membres de la délégation réclamant la libération de notre valeureux, exemplaire et éminent confrère. **Il a refusé, au péril de sa vie, d'abandonner les blessés et les enfants malades (dont certains en réanimation néo-natale. Cela dit quelque chose de notre humanité.**

Cette audience n'a pas encore permis d'obtenir de réponses satisfaisantes de la part du gouvernement.

.../...

- Sur la question de la libération : « *la France se coordonne avec l'ensemble de ses partenaires, y compris les Etats-Unis, qui ont une influence décisive* » (nous comprenons : ce sont essentiellement les américains qui décident), « *le premier point du plan Trump est le retour de l'aide humanitaire* » « *on a déjà du mal à faire entrer des piquets de tente* ».

- Sur la question d'une visite médicale : « *nous travaillons avec la Croix Rouge Internationale qui est l'interlocuteur habituel dans ces circonstances. Il y a un arrêt de la Cour suprême israélienne qui malheureusement n'est pas respecté* ». (NDLR, pas d'accès aux otages depuis plus de deux ans pour le CICR).

- Sur la question des pressions : « *nous travaillons au niveau européen à un 4ème train de sanctions, cela prend du temps* » et « *il n'y avait pas de majorité qualifiée concernant la suspension du volet commercial de l'accord d'association UE-Israël* » (nous comprenons : certains pays souhaitent maintenir l'accord de libre échange).

Nous avons constaté la contradiction entre le discours du ministère et l'exigence de libération. Nous avons fait part de l'urgence à agir : « *il va mourir* ». Nous ne traitons personne de complice mais il faut agir avons-nous réaffirmé.

Nous avons obtenu l'engagement que ces demandes seraient portées au ministère.



L'objectif de la délégation de médecins est l'exigence d'apporter les soins (soins auxquels il a droit) nécessités par l'état de santé catastrophique de notre confrère dont l'incarcération se transforme en condamnation à mort. Cela nécessite sa libération

Nous avons demandé que l'ambassadeur d'Israël soit convoqué sur la question précise du Dr Hussam Abu Safiya. Mme la sous-directrice s'est engagée à nous répondre rapidement sur ce point également.

Nous avons remis un dossier circonstancié sur la situation, ainsi que des messages de soutien de médecins et associations connus pour leur attachement aux libertés individuelles, au respect de la déontologie médicale, et au respect des droits des

personnes et du droit international.

Nous tenons à la disposition de tous un document de 12 pages + quelques annexes qui permettent de mieux comprendre l'ampleur du combat. (demande de tiré à part à adresser à snmh.fo@fosps.com)

Nous avons obtenu l'assurance que notre exigence de libération sera transmise au ministère.

Nous nous engageons à poursuivre et amplifier la nécessaire mobilisation pour la libération du Dr Hussam Abu Safiya, en commençant par faire connaître largement notre initiative aux plans national et international.

Paris le 26 juillet 2026, 18h45

(Illustrations de la rédaction)



Comité international contre la répression

(pour la défense des droits syndicaux et politiques)

A l'attention du Syndicat National des Médecins Hospitaliers – SNMH FO

Paris, le 24 juillet 2026

Cher-e-s ami-e-s, cher-e-s camarades,

Notre comité est entièrement solidaire du combat que vous menez pour sauver la vie du Docteur Hussam Abu Safiya et auquel nous participons depuis son arrestation.

Le fait que le Syndicat National des Médecins Hospitaliers (SNMH FO) soit reçu, aujourd'hui, au Ministère des Affaires étrangères montre que les plus hautes autorités de l'État ne peuvent plus fermer les yeux sur ce que nous nous permettons de qualifier comme un meurtre prémédité ; ce meurtre s'inscrivant dans une politique plus générale d'un ignoble génocide qui cherche à taire son nom.

Une nouvelle fois, nous saluons votre indispensable action qui agrège la défense élémentaire des droits humains et le droit d'un peuple à vivre libre, débarrassé de toute tutelle.

Nous vous sommes, par avance, reconnaissants de bien vouloir nous tenir informés des suites données à cet indispensable combat.

Soyez assuré-e-s, cher-e-s ami-e-s, cher-e-s camarades, de nos fraternelles salutations.

Pour le Bureau du Cicr,
Gérard BAUVERT, journaliste honoraire, Président d'honneur du Cicr
Gérald FROMAGER, syndicaliste, Président du Cicr
Miguel MARTINEZ, enseignant-chercheur, Secrétaire du Cicr

Comité international contre la répression – Cicr 87, rue du Faubourg St-Denis
75010 PARIS
E-mail: bureauicr@gmail.com

« A l'attention du Syndicat National des Médecins Hospitaliers – SNMH FO

Paris, le 24 juillet 2026

Cher-e-s ami-e-s, cher-e-s camarades,

Notre comité est entièrement solidaire du combat que vous menez pour sauver la vie du Docteur Hussam Abu Safiya et auquel nous participons depuis son arrestation.

Le fait que le Syndicat National des Médecins Hospitaliers (SNMH FO) soit reçu, aujourd'hui, au Ministère des Affaires étrangères montre que les plus hautes autorités de l'État ne peuvent plus fermer les yeux sur ce que nous nous permettons de qualifier comme un meurtre prémédité ; ce meurtre s'inscrivant dans une politique plus générale d'un ignoble génocide qui cherche à taire son nom.

Une nouvelle fois, nous saluons votre indispensable action qui agrège la défense élémentaire des droits humains et le droit d'un peuple à vivre libre, débarrassé de toute tutelle.

Nous vous sommes, par avance, reconnaissants de bien vouloir nous tenir informés des suites données à cet indispensable combat.

Soyez assuré-e-s, cher-e-s ami-e-s, cher-e-s camarades, de nos fraternelles salutations. »

Pour le Bureau du Cicr,

Gérard BAUVERT, journaliste honoraire, Président d'honneur du Cicr

Gérald FROMAGER, syndicaliste, Président du Cicr

Miguel MARTINEZ, enseignant-chercheur, Secrétaire du Cicr

Comité international contre la répression – Cicr 87, rue du Faubourg St-Denis 75010 PARIS

E-mail: bureauicr@gmail.com



**Le Professeur Stéphane OUSTRIC,
Président de l'Ordre des médecins
a eu l'amabilité de nous adresser ce courrier**

Envoyé : vendredi 24 juillet 2026 17:14

À : Dr VENET Cyrille (CRARA_CD38) <venet.cyrille@ordre.medecin.fr>

Cc : Président (CNOM) <president.cnom@ordre.medecin.fr>

Objet : courrier du 8 juillet 2026

Cher Confrère,

Vous avez souhaité attirer mon attention sur la situation du Dr Hussam Abu Safiya, pédiatre et directeur de l'hôpital Kamal Adwan, actuellement détenu en Israël.

Le Conseil national de l'Ordre des médecins est particulièrement attaché au respect des principes du droit international humanitaire, à la protection des professionnels de santé dans les zones de conflit et à la préservation de la neutralité médicale. À ce titre, il soutient pleinement les prises de position de l'Association médicale mondiale (AMM), dont il est membre actif.

L'AMM, qui regroupe 117 associations médicales nationales et représente plusieurs millions de médecins à travers le monde, s'est mobilisée à plusieurs reprises sur la situation des professionnels de santé à Gaza.

Dans une récente lettre adressée au Premier ministre israélien, M. Benjamin Netanyahu, dont vous trouverez copie en pièce jointe (voir page suivante - ndr), l'Association a renouvelé son appel en faveur du respect des garanties inhérentes à une procédure régulière et à un procès équitable pour les professionnels de santé détenus ou, à défaut, de leur libération sans condition.

Elle demande également qu'ils bénéficient d'un traitement humain et digne, d'un accès effectif aux soins de santé, ainsi que du plein respect des obligations découlant du droit international humanitaire. L'AMM y exprime par ailleurs sa vive préoccupation quant à l'état de santé du Dr Hussam Abu Safiya depuis son incarcération.

Cette démarche s'inscrit dans la continuité des précédents appels de l'AMM visant à garantir le respect des droits fondamentaux des professionnels de santé privés de liberté, leur accès aux soins, des conditions de détention conformes à la dignité humaine ainsi que le respect des obligations découlant du droit international humanitaire.

Soyez assuré que nous demeurons particulièrement attentifs à la situation du Dr Hussam Abu Safiya et, plus largement, à celle de l'ensemble des professionnels de santé exerçant dans des zones de conflit.

Je vous prie de croire, Cher Confrère, à l'assurance de mes salutations confraternelles distinguées.

Professeur Stéphane **OUSTRIC**
Président



ASSOCIATION MEDICALE MONDIALE
WORLD MEDICAL ASSOCIATION
ASOCIACION MEDICA MUNDIAL



L'AMM ADRESSE UN NOUVEL APPEL URGENT AUX AUTORITÉS ISRAËLIENNES AU SUJET DES MÉDECINS DE GAZA PLACÉS EN DÉTENTION ET EXPRIME SA « PROFONDE INQUIÉTUDE » POUR LA VIE DU DR ABU SAFIYA

L'Association médicale mondiale (AMM) a adressé une nouvelle lettre au Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, dans laquelle elle réitère son appel en faveur de la libération immédiate des professionnels de santé palestiniens de Gaza actuellement en détention ou de la tenue d'un procès équitable, et alerte sur la grave détérioration de l'état de santé du Dr Hussam Abu Safiya, directeur de l'hôpital Kamal Adwan, depuis son incarcération.

Cette lettre fait suite à deux appels précédents lancés par l'AMM, en novembre 2025 et le 15 janvier 2026, dans lesquels elle exhortait le gouvernement israélien à garantir le respect des procédures régulières et un procès équitable aux professionnels de santé actuellement en détention, ou à les libérer sans condition, à leur assurer un traitement humain et l'accès aux soins de santé, et à se conformer au droit international humanitaire. L'AMM affirme n'avoir reçu aucune réponse à ces deux lettres et déplore que la situation ne se soit pas améliorée : au moins quatorze médecins palestiniens gazaouis sont toujours en détention, la plupart sans inculpation officielle.

Le cas du Dr Abu Safiya, détenu depuis le 27 décembre 2024, suscite particulièrement l'inquiétude. Selon les informations reçues par l'AMM, celui-ci a été placé à l'isolement le 3 juin 2026, et lors d'une visite de son avocat le 2 juillet 2026, il était trop épuisé pour parler, souffrait de pertes de conscience intermittentes et présentait des blessures autour des yeux, des oreilles, du cou et de la tête, après que des rapports antérieurs avaient fait état d'une perte de poids spectaculaire et d'une arythmie cardiaque.

Dans sa lettre, la présidente de l'AMM, la Dre Jacqueline Kitulu, appelle le gouvernement israélien à :

- garantir à tous les professionnels de santé placés en détention un accès immédiat à des soins médicaux indépendants, y compris un examen basé sur le Protocole d'Istanbul en cas d'allégations de torture ou de mauvais traitements ;
- respecter les garanties d'une procédure régulière et d'un procès équitable, ou les libérer immédiatement et sans condition en l'absence d'inculpation officielle ;
- garantir des conditions de détention respectueuses de la dignité humaine, notamment en mettant fin à l'isolement cellulaire et en assurant un accès régulier à un avocat et à la famille ;
- appliquer les mesures de protection dues au personnel et aux établissements de santé en vertu du droit international humanitaire et du principe de neutralité médicale.

13th juillet 2026



Lu dans le dossier complet remis au ministère

La situation pénitentiaire des soignants palestiniens en Israël



Dr Abu Safiya, pédiatre néonatalogiste et ancien directeur de l'Hôpital Kamal Adwan de Gaza, a été arrêté le 27 décembre 2024 à l'issue de plusieurs mois d'attaques de l'armée israélienne contre l'établissement. Fin 2024 le nord de Gaza où se trouvait l'hôpital était complètement coupé du reste de la bande par la présence armée israélienne et le Dr Abu Safiya a joué le rôle de relais médiatique de l'agression israélienne contre les civils sur les réseaux sociaux. En rétorsion, son fils Ibrahim de 20 ans a été assassiné devant l'hôpital par un tir israélien.

Sa détention qui s'étend désormais sur plus de 18 mois est une succession de dénis du droit et d'exactions : il est qualifié de « combattant illégal » ce qui permet, dans les nouvelles dispositions du droit israélien, de détenir sans charge ni procès toute personne soupçonnée d'appartenance aux groupes armés palestiniens.

Dr Abu Safiya a contesté successivement devant tous les niveaux de la juridiction israélienne jusqu'à la cour suprême au mois de juin dernier, mais a été débouté.

A l'issue de cette audience où il est apparu en visio dans un état déjà très affaibli (traits tirés, maigreur, traces de coups) il a été enfermé à Rafeket, un centre où il a été placé à l'isolement dans une toute petite cellule, quotidiennement tabassé par les gardiens, en particulier avec un marteau au lendemain de son audience par la Cour suprême.

Il a pu s'entretenir avec son avocat à 2 reprises depuis et ses derniers mots sont particulièrement préoccupants car il pense ne pas sortir vivant de cette dernière prison.

Nous avons de bonnes raisons de penser que sa vie est en danger imminent et nous nous adressons à vous en tant que garant de l'application du droit international, en vertu des Conventions de Genève que la France a signé et qui l'engage, du respect des droits humains et de la vie humaine y compris en détention. Nous avons bien pris connaissance des engagements spécifiques de la France (Annexes 1 et 2).

Israël est un partenaire de la France aux plans culturel, économique, technologique, scientifique et militaire.

Les leviers à disposition de la diplomatie sont nombreux pour exercer sur nos partenaires les pressions suffisantes pour qu'ils s'engagent dans le respect des droits humains élémentaires.

Malheureusement le sort médiatisé du Dr ABU SAFIYA est partagé par 15 autres de ses collègues également détenus, affamés, privés de soins, torturés dont voici les noms, qui doivent également faire l'objet de votre intervention :

Docteur Ahmad Shehadeh
Docteur Mahmoud Al-Hallak
Docteur Raed Mahdi
Docteur Murad Al-Qouqa
Docteur Hamza Abu Subha
Docteur Ahmad Mousa
Docteur Nahed Abu Tu'ayma
Docteur Ghassan Abu Zuhri
Docteur Musab Samaan
Docteur Hassan Al-Muqayyad
Docteur Mohammed Obeid
Docteur Akram Abu Odeh
Docteur Marwan Al-Hams
Docteur Omar Ammar
Docteur Medhat Abu Tabang'a



A ceux-là s'ajoutent les 360 infirmiers, aide-soignants, ambulanciers, employés techniques des hôpitaux, secouristes qui ont été arrêtés en même temps et sont soumis aux mêmes conditions atroces de détention, entre privations et tortures, humiliation et déshumanisation.

Lu dans le dossier complet remis au ministère

La mobilisation internationale en soutien au Dr Abu Safi

Quatre experts mandatés par le Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU, ont exprimé leurs inquiétudes concernant la loi sur les « combattants illégaux » comme base juridique pour détenir des Palestiniens, appelant à la libération immédiate d'Abu Safiya et à la garantie de son intégrité physique et psychologique. Le communiqué ajoute que la guerre menée par Israël contre la bande de Gaza a « *transformé l'exercice de la médecine en crime et fait des travailleurs de santé des cibles de harcèlement, d'intimidation, d'arrestation, de torture et de meurtre* ».

Parmi les signataires figure la rapporteuse spéciale de l'ONU sur la situation des Droits Humains dans les territoires palestiniens occupés, **Francesca Albanese**.

Amnesty International a organisé pétition et envois de courriers à l'attorney général des prisons israéliennes pour la libération du Dr Abu Safiya.

L'Institut Lemkin contre le génocide a produit un communiqué condamnant le génocide en cours à Gaza et exigeant la libération immédiate du Dr Abu Safiya.

The Alliance against genocide, coalition dédiée à la création d'institutions internationales et de la volonté politique nécessaires pour prévenir le génocide.

PHRI (Praticians for Human Rights Israel) a œuvré dans les procédures judiciaires jusqu'à la Cour suprême israélienne contre la détention du Dr Abu Safiya.

La coordination européenne des comités et associations pour la Palestine a lancé un appel à sa libération.

LAW Legal Action Worldwide.

44 organisations européennes et quelque 150 médecins, universitaires et professionnels de santé ont lancé un appel urgent aux responsables de l'UE et aux dirigeants européens.

Webinaire hebdomadaire de DAG (Doctors Against Genocide) avec l'intervention d'**Elias Abu Safiya**, le fils du Dr Abu Safiya qui rappelle que s'il se bat pour la libération de son père c'est aussi pour celle de tous les soignants en vertu du droit international.

Against The War, créé à l'automne 2025, à l'origine d'un meeting le 5 octobre 2025 des travailleurs européens au Dôme à Paris avec plusieurs milliers de personnes.

Une mobilisation renouvelée à Londres le 20 Juin 2026 avec la participation de nombreux syndicats européens (allemands, anglais, français) et d'organisations diverses des pays européens contre la logique guerrière.

Un engagement a été pris solennellement en soutien aux Palestiniens et en particulier au Dr Abu Safiya.

Zorhan Mamdani, maire de New York a appelé à la libération immédiate du Dr Abu Safiya.

Rony Brauman

Ne pouvant être physiquement présent aux côtés de la délégation, j'exprime ici ma totale solidarité avec les confrères palestiniens enlevés et détenus, souvent dans des conditions effroyables, depuis plus de deux ans pour certains, sans charges, sans dossier.

C'est notamment le cas du Dr Abou Safyia, pédiatre, directeur de ce qui était le principal hôpital du nord de la bande de Gaza, arrêté, emprisonné et violenté depuis le 27 décembre 2024, ainsi que des membres du personnel de l'hôpital et des dizaines d'autres soignants à Gaza.

Je peux témoigner du dévouement et du professionnalisme de ces soignants, travaillant dans des conditions extrêmes sous la menace constante des bombardements et des arrestations par l'armée israélienne. Ces arrestations doivent choquer la conscience de chacun, non seulement parce qu'elles sont injustifiées, mais aussi parce qu'elles pénalisent gravement une population entière, privée de soins à un moment où ceux-ci revêtent une importance plus grande encore qu'en temps ordinaire.

Pour ces raisons, je me joins à la demande d'intervention de la diplomatie française et d'autres diplomaties européennes, seules à même de freiner la violence débridée des autorités et de l'armée israéliennes.

Rony Brauman

Ex président de Médecins Sans Frontières

